

Pour vérifier si les demandeurs se trouvent dans un état tel que visé à l'alinéa 1^{er}, 4^o, ou pour vérifier l'exactitude des données fournies, le Département des Finances et du Budget fait appel à la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour avoir accès aux données nécessaires afin de permettre ce contrôle. L'accès à ces données peut également être utilisé dans le cadre du suivi de la demande.

La demande des données, le contrôle de l'exactitude de ces données et leur utilisation dans le cadre du traitement ultérieur de la demande se font conformément à la réglementation relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel qui s'applique à la communication de données à caractère personnel, telle que spécifiée, le cas échéant, au niveau fédéral ou flamand. ».

Art. 4. Le présent décret produit ses effets le 8 avril 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié *au Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire,
de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

—
Note

(1) *Session 2019-2020*

Documents : – Proposition de décret : 417 – N° 1

Texte adopté en séance plénière : 417 – N° 2

Annales - Discussion et adoption : Séance du 15 juillet 2020.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/42393]

17 JUILLET 2020. — Décret modifiant le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Dans le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, il est inséré un Titre VII/1 intitulé « Aides en vue de soutenir le redéploiement du secteur du cinéma en cas de crise sanitaire majeure ».

Art. 2. Dans le Titre VII/1 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, il est inséré un article 108/1 dont la teneur suit:

« Art. 108/1. Le Centre du cinéma et de l'audiovisuel visé aux articles 5 et 6, dans la limite des crédits prévus par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 21 du 11 juin 2020 portant le budget ajusté du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel en vue de soutenir le redéploiement du cinéma dans le cadre de la crise du COVID-19, peut octroyer les aides suivantes:

- la prise en charge des mesures sanitaires liées à la réouverture des salles Art et essai;
- la prise en charge des mesures sanitaires liées à la réouverture des cinémas de quartier;
- la prise en charge des surcoûts liés aux mesures COVID-19 sur les tournages de films d'initiative belge francophone;
- l'achat de places de cinéma valables dans les salles soutenues par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel;
- un soutien spécifique aux distributeurs reconnus par le Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel pour la sortie de films d'art & essai à l'occasion de la réouverture des salles
- des appels à projets, lancés seul ou avec un partenaire;
- une majoration des aides à la production de 20% pour les longs métrages belges francophones, les courts métrages, les documentaires, le film lab et les séries belges ».

Art. 3. À l'article 8 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les modifications suivantes sont apportées:

1° Au premier alinéa, le membre de phrase «, le développement artistique, le développement production» sont insérés entre les mots « développement » et « et la production »;

2° Au deuxième alinéa, il est inséré, entre le deuxième et le troisième tiret, ce qui suit:

- «aides au développement artistique qui visent à soutenir l'étape de préparation de l'œuvre audiovisuelle, en amont de sa production, prioritairement axée sur les aspects artistiques du développement (réécriture, script-doctoring, coaching, travaux de recherche);

- aides au développement production qui visent à soutenir l'étape de préparation de l'œuvre audiovisuelle, en amont de sa production, prioritairement axée sur les aspects productionnels du développement (préparation du financement, budgétisation, pré-casting, repérages, élaboration d'une stratégie de promotion et de distribution); ».

Art. 4. Au premier tiret de l'article 16 du même décret, les mots «, qui n'est en aucune manière lié à l'auteur du projet qui fait l'objet de la demande» sont insérés entre les mots « œuvres audiovisuelles » et les mots « ou par une personne physique ».

Art. 5. L'article 18 du même décret, modifié par les décrets de la Communauté française des 17 juillet 2013 et 23 février 2017, est remplacé par ce qui suit:

« § 1^{er}. Après avis de la Commission d'avis, le Gouvernement peut, en fonction des critères culturels, artistiques et techniques de l'œuvre audiovisuelle arrêtés par le Gouvernement, octroyer:

- des aides au développement artistique et des aides au développement production pour les longs métrages;
- des aides au développement pour les documentaires de création.

§ 2. La nature de l'aide au développement artistique, de l'aide au développement production et de l'aide au développement est une subvention destinée à couvrir les dépenses éligibles dont la liste est arrêtée par le Gouvernement selon le type d'aide au développement.

§ 3. Le Gouvernement arrête les montants minimum et maximum pouvant être octroyés à l'œuvre audiovisuelle visée à l'alinéa premier suivant le type d'œuvre audiovisuelle et selon qu'il s'agit d'une première, deuxième ou troisième ou suivante œuvre audiovisuelle. »

Art. 6. L'article 19 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier d'une aide au développement artistique ou d'une aide au développement production d'un long métrage:

1° la demande d'aide doit être introduite par un producteur d'œuvres audiovisuelles constitué sous la forme d'une société énumérée à l'article 1:5, § 2 du Code des sociétés et des Associations;

2° le producteur doit s'engager à apporter au minimum trente pour cent du montant de l'aide octroyée dont au minimum quinze pour cent d'apport en numéraire, hors participations et valorisations.

Outre les conditions visées à l'alinéa précédent, pour pouvoir bénéficier d'une aide au développement production, l'œuvre audiovisuelle doit avoir bénéficié d'une aide au développement artistique.

§ 2. Pour pouvoir bénéficier d'une aide au développement d'un documentaire de création:

1° la demande d'aide doit être introduite par un producteur d'œuvres audiovisuelles;

2° le producteur doit s'engager à apporter au minimum trente pour cent du montant de l'aide octroyée dont au minimum quinze pour cent d'apport en numéraire, hors participations et valorisations.»

Art. 7. À l'article 24 du même décret, il est ajouté un dernier alinéa rédigé comme suit:

« 4° l'œuvre audiovisuelle pour laquelle l'aide à la production est demandée ne peut pas avoir fait l'objet d'une décision négative définitive d'octroi d'une aide au développement artistique ou d'une aide au développement production. »

Art. 8. À l'article 25 du même décret, modifié par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, les modifications suivantes sont apportées:

1° Le sigle « §1^{er} » est ajouté en tout début d'article;

2° Il est ajouté un paragraphe 2 rédigé comme suit:

« § 2. Lors de l'analyse d'une demande d'aide à la production d'un long métrage, la Commission d'avis remet son avis sur la base d'une grille d'évaluation déterminée par le Gouvernement selon que l'œuvre audiovisuelle ait préalablement obtenu une aide au développement production ou non. »

Art. 9. A l'article 27 du même décret, remplacé par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013 et complété par le décret de la Communauté française du 23 février 2017, les mots « Pour les documentaires de création » sont ajoutés au début du premier alinéa.

Art. 10. L'article 44/2 du même décret, inséré par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2013, est complété par ce qui suit:

« 3°. disposer d'un numéro d'immatriculation ISAN. »

Art. 11. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances et de la tutelle sur
Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2019-2020

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 105-1. – Amendement(s) en commission, n° 105-2 – Texte adopté en commission, n° 105-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 105-4.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 16 juillet 2020.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/42393]

17 JULI 2020. — Decreet tot wijziging van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, wordt een Titel VII/1 ingevoegd, met titel « Steun ter ondersteuning van het herstel van de filmsector in geval van een ernstige gezondheids crisis ».

Art. 2. In Titel VII/1 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, wordt een artikel 108/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

« Art. 108/1. Het centrum voor de film en de audiovisuele sector bedoeld in de artikelen 5 en 6 kan, binnen de grenzen van de kredieten voorzien in het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr.21 houdende de aangepaste begroting van het Centrum voor de filmsector en de audiovisuele sector ter ondersteuning van het herstel van de filmsector in het kader van de COVID-19-crisis, volgende steun toekennen:

- de tenlasteneming van de gezondheidsmaatregelen in verband met de heropening van de kunst- en essayzalen;
- de tenlasteneming van de gezondheidsmaatregelen in verband met de heropening van de lokale bioscopen;
- de tenlasteneming van de meerkosten in verband met de COVID-19-maatregelen bij de opnames van films met Franstalig Belgisch initiatief;
- de aankoop van geldige bioscooptickets in de zalen ondersteund door het Centrum voor de filmsector en de audiovisuele sector;
- een specifieke steun aan de verdelers erkend door het Centrum voor de filmsector en de audiovisuele sector voor de vertoning van kunst- en essayfilms naar aanleiding van de heropening van de zalen
- oproepen tot projecten, alleen of met een partner gelanceerd;
- een verhoging met 20% van de productiesteun voor Belgische Franstalige lange films, korte films, documentaires, filmabo's en Belgische series ».

Art. 3. In artikel 8 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het eerste lid wordt het zinsdeel «, de artistieke ontwikkeling, de productieontwikkeling» ingevoegd tussen de woorden « ontwikkelen » en « en produceren »;

2° In het tweede lid wordt tussen het tweede en het derde streepje ingevoegd hetgeen volgt:

- « steun voor artistieke ontwikkeling voor het ondersteunen van de stap voorbereiding van het audiovisuele werk, voorafgaand aan de productie ervan, en die in de eerste plaats gericht is op de artistieke aspecten van de ontwikkeling (herschrijven, script-doctoring, coachen, opzoekingen);
- steun voor productieontwikkeling voor het ondersteunen van de stap voorbereiding van het audiovisuele werk, voorafgaand aan de productie ervan, en die in de eerste plaats gericht is op de productieaspecten van de ontwikkeling (voorbereiding van de financiering, budgettering, pre-casting, locatiescouting, voorbereiding van een promotie- en distributiestrategie); ».

Art. 4. In het eerste streepje van artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de woorden «, die op geen enkele wijze verband houdt met de auteur van het project waarop de aanvraag betrekking heeft » ingevoegd tussen de woorden « audiovisuele werken » en de woorden « of door een natuurlijke persoon ».

Art. 5. Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013 en 23 februari 2017, wordt vervangen door hetgeen volgt:

« § 1. Na advies van de adviescommissie, kan de Regering, op basis van de door de Regering vastgestelde culturele, artistieke en technische criteria van het audiovisuele werk:

- steun voor artistieke ontwikkeling en steun voor productieontwikkeling van lange films;
- ontwikkelingssteun voor de creatiedocumentaires toekennen.

§ 2. De aard van de steun voor artistieke ontwikkeling, van de steun voor productieontwikkeling en van de ontwikkelingssteun is een subsidie bestemd voor de in aanmerking komende uitgaven waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld volgens het type ontwikkelingsteun.

§ 3. De Regering stelt de minimum- en maximumbedragen vast die kunnen worden toegekend voor het in het eerste lid bedoelde audiovisuele werk volgens het type audiovisueel werk en naargelang het om een eerste, tweede, derde of verder audiovisueel werk gaat. »

Art. 6. Artikel 19 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt:

«§ 1. Om voor een steun voor artistieke ontwikkeling of een steun voor productieontwikkeling van een lange film in aanmerking te kunnen komen:

1° moet de aanvraag om steun worden ingediend door een producent van audiovisuele werken opgericht onder de vorm van een vennootschap bepaald bij artikel 1:5, § 2 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

2° moet de producent zich ertoe verbinden een bijdrage van ten minste dertig procent van het bedrag van de toegekende steun waarvan ten minste vijftien procent als inbreng in geld, te leveren, buiten de deelneming en de valorisatie.

Naast de in het vorige lid bedoelde voorwaarden, moet het audiovisuele werk, om voor een steun voor productieontwikkeling in aanmerking te kunnen komen, een steun voor artistieke ontwikkeling hebben gekregen.

§ 2. Om voor een ontwikkelingssteun voor een creatiedocumentaire in aanmerking te kunnen komen :

1° moet de aanvraag om steun worden ingediend door een producent van audiovisuele werken;

2° moet de producent zich ertoe verbinden een bijdrage van ten minste dertig procent van het bedrag van de toegekende steun waarvan ten minste vijftien procent als inbreng in geld, te leveren, buiten de deelneming en de valorisatie. »

Art. 7. In artikel 24 van hetzelfde decreet, wordt een laatste lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

« 4° het audiovisuele werk waarvoor de productiesteun wordt aangevraagd mag niet het voorwerp zijn geweest van een negatieve eindbeslissing over de toekenning van een steun voor artistieke ontwikkeling of een steun voor productieontwikkeling. »

Art. 8. In artikel 25 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het teken « §1 » wordt helemaal in het begin van het artikel toegevoegd;

2° Er wordt een tweede paragraaf toegevoegd, dat luidt als volgt:

« § 2. Bij de analyse van een aanvraag om productiesteun voor een lange film brengt de adviescommissie advies uit op basis van een evaluatierooster vastgesteld door de Regering, naar gelang het audiovisuele werk al dan niet eerder een steun voor productieontwikkeling heeft gekregen. »

Art. 9. In artikel 27 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013 en aangevuld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 23 februari 2017, worden de woorden « Voor de creatiedocumentaires » in het begin van het eerste lid toegevoegd.

Art. 10. Artikel 44/2 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2013, wordt aangevuld door wat volgt:

« 3°. over een ISAN-identificatienummer beschikken. »

Art. 11. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 17 juli 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke Kansen en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
Fr. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 105-1. – Amendement(en) van de commissie, nr. 105-2 – Tekst aangenomen door de commissie, nr. 105-3 - Tekst aangenomen door de plenaire vergadering, nr.105-4.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Zitting van 16 juli 2020.